2007-05333/

L'ÉCONOMIE EN BREF

MINISTÈRE DES FINANCES SEPTEMBRE 2002

APERÇU

- Au deuxième trimestre de 2002, le produit intérieur brut (PIB) réel a grimpé de 4,3 % après un gain de 6,2 % au premier trimestre.
- L'augmentation de la demande a touché l'ensemble de l'économie. La demande intérieure finale a progressé de 3,7 % sous l'effet d'une hausse de 20,6 % des dépenses en machines et en matériel des entreprises, tandis que les dépenses de consommation ont continué d'augmenter de façon intéressante.
- Après avoir diminué de 7,2 milliards de dollars au premier trimestre, les stocks ont grimpé de 7,5 milliards, ce qui a alimenté la croissance.
- Un bond de 16,8 % des importations réelles a comblé une partie de l'augmentation de la demande intérieure finale et de l'investissement dans les stocks.
- La hausse de la demande extérieure a fait progresser les exportations réelles de 1,8 %, un deuxième gain consécutif après quatre baisses trimestrielles de suite. Par contre, avec l'augmentation plus forte des importations, l'excédent du compte courant a diminué de 1,5 milliard de dollars et s'est fixé au niveau tout de même élevé de 19,6 milliards.
- L'économie canadienne a engendré la création de 386 000 emplois nets au cours des huit premiers mois de l'année. Il s'agit de la plus forte hausse de l'emploi en huit mois depuis 1976. En août, le taux de chômage s'établissait à 7,5 % par rapport à un sommet de 8,0 % en décembre 2001.

Forte croissance du PIB réel

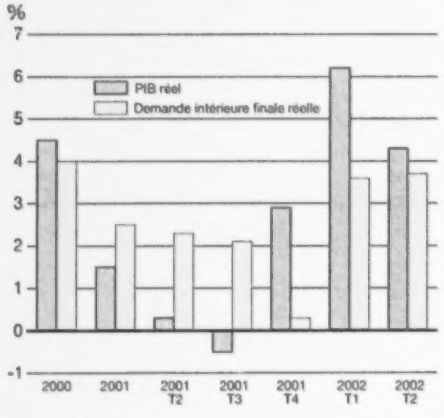
Grâce à la solide croissance de la demande intérieure, le PIB réel s'est accru de 4,3 % au deuxième trimestre de 2002, à la suite d'un gain de 6,2 % au premier trimestre (graphique 1).

Les consommateurs dépensent davantage

Les dépenses de consommation réelles ont augmenté de 3,0 % au deuxième trimestre. La plus forte hausse a été celle de 5,0 % des dépenses au titre des services, résultat d'une importante progression des dépenses au chapitre des loisirs.

Les revenus plus élevés, soutenus par la hausse de l'emploi, ont alimenté cette croissance des dépenses de consommation.

Graphique 1
Croissance du PIB réel et de la demande intérieure finale réelle



Nota – Sauf indication contraire, les données et les variations en pourcentage sont en taux annuels. Les données qui paraissent dans le présent document sont celles du 6 septembre 2002, à midi.

Principaux indicateurs économiques
(variations en pourcentage, taux annuels, sauf indication contraire)

	2000	2001	2001 T4	2002 T1	2002 T2	Date la plus récente	
Produit intérieur brut réel	4,5	1,5	2,9	6,2	4,3	–	
Demande intérieure finale	4,0	2,5	0,3	3,6	3,7	–	
Dépenses publiques						–	
Biens et services	2,3	3,3	0,9	1,2	1,2	–	
Immobilisations brutes	3,0	11,5	18,5	4,9	13,4	–	
Dépenses de consommation	3,7	2,6	4,1	2,8	3,0	–	
Construction résidentielle	3,5	4,7	23,9	35,7	-2,1	–	
Investissements fixes des entreprises	8,2	-1,1	-25,3	-1,3	12,5	–	
Construction non résidentielle	6,4	0,8	-7,5	-6,3	0,4	–	
Machines et matériel	9,3	-2,2	-34,5	1,9	20,6	–	
Investissements en stocks des entreprises (G$)	9,9	-3,5	-12,7	-7,2	7,5	–	
Exportations	8,0	-3,8	-0,6	5,4	1,8	–	
Importations	8,2	-5,8	-16,9	4,3	16,8	–	
Solde du compte courant							
(nominal; G$)	27,8	30,0	17,7	21,2	19,6	–	
(% du PIB)	2,6	2,8	1,6	1,9	1,7	–	
Revenu personnel nominal	7,1	4,0	3,2	5,7	3,5	–	
Revenu personnel disponible nominal	6,9	4,4	5,2	7,0	6,0	–	
Revenu personnel disponible réel	4,7	2,5	6,4	4,2	2,5	–	
Bénéfices avant impôts	19,4	-8,9	-31,9	55,8	45,4	–	
Coûts et prix (%, rythme annuel)							
Indice implicite du PIB	3,9	1,1	-1,2	-1,6	0,2	–	
Indice des prix à la consommation	2,7	2,6	1,1	1,5	1,3	2,1	Juillet 2002
IPC - mis à part les huit éléments les plus volatils	1,3	2,0	1,8	2,1	2,2	2,1	Juillet 2002
Coûts unitaires de main-d'œuvre	3,7	2,8	2,2	0,9	0,8		
Règlements salariaux (total)	2,5	3,1	3,0	2,9	2,7	3,8	Juin 2002
Marché du travail							
Taux de chômage (%)	6,8	7,2	7,7	7,8	7,6	7,5	Août 2002
Croissance de l'emploi	2,6	1,1	0,5	2,8	3,7	4,7	Août 2002
Marchés financiers (moyenne)							
Taux de change (¢US)	67,34	64,58	63,28	62,72	64,35	63,62	5 sept. 2002
Taux préférentiel (%)	7,3	5,8	4,2	3,8	4,1	4,50	5 sept. 2002

Nota – Les données réelles sont en dollars de 1997 (en chaîne).
Sources : Statistique Canada, Banque du Canada et Développement des ressources humaines Canada.

L'augmentation des revenus d'emploi et des remboursements d'impôt a aidé à faire grimper le revenu personnel disponible de 6,0 %. Le revenu personnel disponible nominal par habitant a atteint un niveau supérieur de presque 14 % au dernier plancher observé en 1996.

Le taux d'épargne des particuliers, qui s'établissait à 5,3 % au deuxième trimestre, est demeuré inchangé par rapport au premier trimestre et supérieur au plancher de 3,7 % du milieu de 2001.

L'investissement résidentiel reste élevé

L'investissement résidentiel a subi une légère baisse de 2,1 % au deuxième trimestre après avoir fait un gain de 35,7 % au premier trimestre attribuable à la baisse des taux d'intérêt en 2001 et au début de 2002, à l'augmentation des revenus et à des conditions météorologiques anormalement douces. Ces facteurs ont porté les mises en chantier résidentiel et les reventes de maisons à des niveaux élevés. Les taux d'intérêt ayant augmenté modérément depuis le printemps, les reventes de maisons ont chuté au deuxième trimestre. En outre, l'activité de construction et les dépenses de rénovation ont diminué avec le repli des mises en chantier.

Forte remontée des investissements fixes des entreprises

Les dépenses des entreprises en usines et en matériel ont bondi de 12,5 % au deuxième trimestre après avoir diminué au cours des deux trimestres précédents. L'investissement dans les machines et le matériel, à forte incidence sur les importations, a bondi de 20,6 %, surtout grâce à la hausse au chapitre des autres types de matériel de transport (aéronefs et locomotives), des ordinateurs et des autres types de matériel de bureau.

La construction non résidentielle a légèrement augmenté après trois replis successifs. Cela reflète une augmentation des dépenses dans les projets d'ingénierie alors que la construction d'immeubles s'est ralentie.

Accumulation des stocks

Les entreprises ont augmenté leurs stocks de 7,5 milliards de dollars au deuxième trimestre en comparaison d'un retranchement de 7,2 milliards au premier trimestre. Malgré cette fluctuation de près de 15 milliards de dollars des stocks, la plus forte jamais enregistrée, la solide progression des ventes fait que le ratio des stocks aux ventes est peu élevé d'après les données historiques. L'augmentation des stocks s'est concentrée dans le secteur des véhicules automobiles de détail, reflétant la nette augmentation des importations de ces produits. La vigueur des ventes d'automobile au cours des récents trimestres a fortement réduit les stocks des concessionnaires.

Les importations augmentent davantage que les exportations

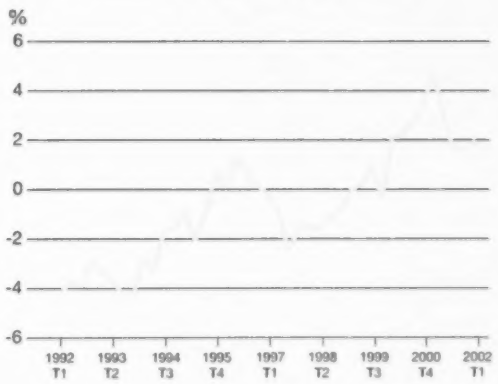
Les exportations réelles ont augmenté légèrement, de 1,8 %, au deuxième trimestre. Des gains notables ont été observés au chapitre de la vente de produits de l'automobile et de produits industriels, tandis que les exportations de machines et de matériel ont continué de s'effondrer en raison de la faible croissance des investissements aux États-Unis.

Les importations réelles ont bondi de 16,8 %, les gains les plus notables ayant été observés au chapitre des machines et du matériel, des automobiles et de leurs pièces. Il a été nécessaire d'augmenter les importations de pièces pour stimuler la production intérieure afin de répondre à la demande extérieure accrue de véhicules automobiles.

L'excédent du compte courant reste élevé

L'excédent du compte courant a diminué de 1,5 milliard de dollars, tout en restant élevé, à 19,6 milliards ou 1,7 % du PIB (graphique 2). L'augmentation plus forte des importations réelles a été partiellement compensée par les prix plus élevés des exportations d'énergie, la baisse des prix des importations de machines et de matériel et une amélioration du solde du revenu de placement. Il s'agit du dixième trimestre consécutif au cours duquel l'excédent a été supérieur à 17 milliards de dollars, niveau jamais atteint avant 2000.

Graphique 2
Compte courant en % du PIB nominal



L'inflation reste modérée

Les pressions sous-jacentes de prix et de coûts sont demeurées contenues au deuxième trimestre. L'inflation selon l'indice des prix à la consommation s'est établie à 2,1 % en juillet. L'inflation selon l'indice des prix à la consommation (IPC) de base, qui exclut les huit éléments les plus volatils, a augmenté au même rythme au cours de ce mois. La hausse des prix mondiaux des produits de base a donné un coup de pouce aux prix des exportations, et donc à l'indice implicite du PIB, au cours des deux premiers trimestres de 2002. Cette mesure exhaustive de l'inflation a progressé de 7,0 % au deuxième trimestre, mais est demeurée à peine plus élevée que son niveau d'il y a un an.

La productivité du travail dans l'ensemble de l'économie a légèrement augmenté au deuxième trimestre : la production par employé a progressé de 0,6 %, tandis que la production par heure travaillée augmentait de 0,1 %. Les coûts de main-d'œuvre par unité de production ont dépassé de 0,8 % ceux de l'année précédente, en comparaison d'une augmentation de 0,9 % au premier trimestre.

Les bénéfices des sociétés bondissent

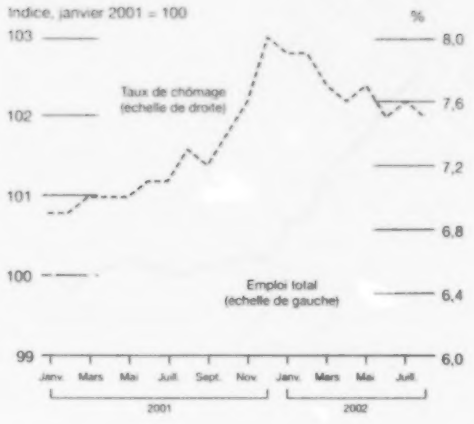
Les bénéfices des sociétés ont fait un bond de 45,4 % au deuxième trimestre, une deuxième augmentation de suite après trois reculs consécutifs. Traduisant la vigueur de la reprise, les gains ont été généralisés et particulièrement notables dans les secteurs du pétrole et du gaz, de la fabrication, du commerce de détail et du commerce de gros.

Forte progression de l'emploi

L'emploi a bondi de 3,7 % au deuxième trimestre. En juillet et en août, 82 000 emplois ont été créés, portant ainsi à 386 000 le nombre d'emplois créés cette année. La plupart de ces nouveaux emplois sont à temps plein.

La vigueur du marché du travail a incité 329 000 personnes à s'y joindre au cours des huit premiers mois de l'année, de sorte que le taux d'activité a atteint son plus haut niveau depuis la fin de 1990. C'est ainsi que le taux de chômage s'est établi à 7,5 % en août, comparativement à 8,0 % en décembre (graphique 3).

Graphique 3
L'emploi et le taux de chômage



La Banque du Canada réduit les stimulants

La Banque du Canada a réduit le nombre imposant de stimulants monétaires dans l'économie au cours du premier semestre. Elle a haussé le taux directeur de 25 points de base à trois reprises, la plus récente hausse datant du 16 juillet. La Banque a annoncé le maintien de son taux cible le 4 septembre, attribuant cette décision à la détérioration des perspectives à court terme pour les États-Unis et les autres grands pays d'outre-mer.

Les taux d'intérêt à long terme au Canada et aux États-Unis ont diminué depuis le printemps. Aux États-Unis, ils sont redescendus aux planchers observés après les attaques terroristes de septembre 2001.

Statistique Canada est la principale source des données contenues dans cette publication. Pour toute demande d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855. Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Mostafa Askari, au (613) 992-3055. Cette publication se trouve également à l'adresse Internet suivante : www.fin.gc.ca. *This publication is also available in English.*